

Sommaire

Scènes de la violence quotidienne — 7

1. La nouvelle fortification de l'État — 19

2. La boîte à outils de la police — 47

3. Feu à volonté — 73

4. Autodéfense populaire — 97

5. L'industrie de la répression — 117

6. Offensive néolibérale
et étatismes autoritaires — 135

Pour la fin de la violence — 161

Notes — 167



Scènes de la violence quotidienne

Le cortège est dense et progresse lentement sous la grisaille hivernale. Nos corps se désengourdissent au rythme de la marche et des chants. L'ambiance est festive. Sur les épaules de mon voisin, un petit garçon agite un minuscule drapeau vert qui clame son droit à un futur respirable.

Soudain une explosion retentit. Une clameur inquiète parcourt la multitude. Ça vient de derrière nous. Nous sommes bousculés par la foule qui cherche à s'éloigner de l'endroit d'où provient le bruit. Que se passe-t-il ? Mes lunettes tombent dans la cohue. Je me penche pour les ramasser et suis déséquilibré par la poussée du cortège en panique. À hauteur de mes yeux, le petit garçon, fermement tenu par le bras par son père, est en larmes.

Moi aussi. Je tousse à m'en arracher les poumons. Mes yeux me brûlent. L'atmosphère est saturée d'une épaisse fumée grisâtre qui nous étouffe. La panique redouble. Pas d'issue, camions de police et barrières antiémeutes bloquent les rues perpendiculaires. On ne nous laisse pas passer. Une nouvelle explosion. Puis une autre.

Gazer, mutiler, soumettre

Des projectiles d'origine indéterminée volent au-dessus de nos têtes, déclenchant une clameur plus grande encore et un mouvement de foule que je suis sans trop savoir pourquoi. « Ça va exploser, bougez ! » Une flamme, une nouvelle explosion, plus forte, une gerbe d'étincelles et des projectiles qui semblent partir dans toutes les directions.

J'entends un hurlement, puis le bruit sourd d'un corps qui tombe. Je cours. Le sol est jonché de projectiles, rendant la progression difficile. Une porte s'ouvre, je suis agrippé et tiré vers l'intérieur ; un hall ! Nous y sommes serrés dans le noir. Haletants, silencieux, la boule au ventre. Je reconnais le petit garçon de tout à l'heure. Entre deux sanglots étouffés, il chuchote :

« Je veux rentrer à la maison. »

Depuis l'irruption des Gilets jaunes en automne 2018, la question de la violence politique ne cesse d'alimenter le débat public. Comment pourrait-il en être autrement ? À chaque nouvel acte de la mobilisation on a vu s'allonger la liste des blessés par la police. Le journaliste David Dufresne a recensé plus de 800 signalements, deux décès, 25 éborgnés, 5 mains arrachées et plus de 300 blessures à la tête¹. Les armes non létales sont au cœur de ce débat. Omniprésentes dans les manifestations et présentées comme une technologie

Scènes de la violence quotidienne

garantissant un maintien de l'ordre plus humain, elles font aussi l'objet de vives critiques suggérant leur mauvaise utilisation par les forces de l'ordre. On a donc vu fleurir les articles et reportages interrogeant la légalité de tirs de balles en caoutchouc, la proportionnalité de coups de matraque, la nécessité de saturer un espace avec du gaz lacrymogène... Aussi salubre qu'elle soit, cette attention médiatique inédite envers la violence de l'État se limite à la surface d'un phénomène plus profond et se montre donc incapable de rendre compte de la logique qui anime cette escalade de violence.

*« Nous devons d'abord soigner les blessés
par gaz lacrymogène »*

Dans ses souvenirs de la révolution de 2011 en Égypte, la journaliste Gabriele Habashi relate la manière dont les secouristes installés près de la place Tahrir déterminaient les personnes à soigner prioritairement face à l'afflux incessant des nouveaux blessés. Tout au long du mouvement la même scène se répète encore et encore : « Il a reçu une balle. Ah, alors dans ce cas mettez-le sur le côté, nous devons d'abord soigner les blessés par gaz lacrymogène ». La première question que les médecins et infirmiers sur place posaient à chaque nouveau cas concernait le type de blessure endurée. En fonction de la réponse, un premier

Gazer, mutiler, soumettre

tri était établi. Les blessés par balles conventionnelles n'étaient pas la priorité des secouristes égyptiens. Leur préoccupation immédiate était les révolutionnaires touchés par des armes non létales, dont ils constataient le potentiel mortel. À la même période, au Bahreïn, l'ONG *Physicians for Human Rights* attribuait 34 décès à l'usage du gaz lacrymogène².

L'histoire récente des mobilisations populaires à travers la planète – Soudan, Algérie, Catalogne, Chili, Turquie, Irak, Hong Kong, France, Allemagne, Liban, États-Unis, Sri Lanka, Brésil pour ne prendre que quelques exemples depuis 2013 – est l'histoire des blessés, des mutilés et des morts par armes non létales. C'est aussi, de manière moins visible, celle de milliers de personnes préférant se taire et rester chez eux plutôt que de s'exposer au risque de blessures irréversibles. Plus les gouvernements sont impopulaires, plus les armes non létales sont populaires à leurs yeux.

« *Nous ne sommes pas des cafards* »

C'est avec ces mots que Laurence – Gilet jaune, chômeuse de 52 ans, venue de Picardie pour exprimer sa colère – s'insurgeait contre le recours massif au gaz lacrymogène par les forces de l'ordre le samedi 1^{er} décembre 2018 sur les Champs-Élysées. Normalement, on utilise le gaz

Scènes de la violence quotidienne

pour se débarrasser de nuisibles. Tout comme des milliers d'autres Gilets jaunes, elle était novice en manifestation et découvrait avec désarroi le traitement qui leur était réservé. Rassemblés pour faire entendre leur colère à un gouvernement resté jusque-là sourd à leurs difficultés au quotidien, ils ont été accueillis à coups de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène, et priés de rentrer chez eux. Au cours des semaines suivantes le recours aux armes non létales n'a fait que s'amplifier.

Des mots obscurs auparavant réservés au ministère de l'Intérieur, connus de certains militants et habitants des quartiers populaires s'imposent désormais dans le débat public : grenades GLI-F4, lanceurs de balles de défense LBD 40, etc. Ou plutôt, la police et la gendarmerie les ont imposés. Avec l'escalade de la violence, le terme générique qui regroupe tout cet attirail, les « armes non létales », vit son heure de gloire. De semaine en semaine le compteur des tirs de balles en caoutchouc et de grenades enregistre de nouveaux records. Alors que dans un passé encore récent le tir de seulement quelques balles en caoutchouc était le signe d'un degré de conflictualité sociale élevé, désormais on n'arrive même plus à les compter précisément. Les centaines sont vite devenues des milliers. En deux mois de mouvement des Gilets jaunes, 9 200 tirs de LBD 40 ont officiellement été recensés³. Le recours aux armes non létales est tout sauf anodin. Le nombre

Gazer, mutiler, soumettre

de blessés et de mutilés augmente en flèche, des morts sont à déplorer, faisant mentir ceux qui, au moment de l'introduction du Flash-Ball en France, ont – de façon totalement irresponsable – annoncé l'arrivée des « balles en mousse⁴ ».

« *Triquez-les* »

Ceux qui utilisent les armes non létales, policiers et gendarmes, savent pertinemment qu'ils ne manient pas des jouets. Le charme sulfureux de ces objets semble même venir de leur capacité à empêcher. D'un ton triomphant, un commandant de CRS exhorte son unité positionnée devant un fast-food, le 1^{er} décembre 2018, dans le chic VIII^e arrondissement de Paris : « Triquez-les⁵ ! » À l'intérieur du restaurant, plusieurs Gilets jaunes se sont réfugiés pour échapper à un épais brouillard de gaz lacrymogène. Deux photographes du journal *Libération* présents sur place ont décrit l'ambiance bon enfant qui y règne : les manifestants reprennent leur souffle, le vigile leur apporte de l'eau... À l'extérieur, le commandant précise ses consignes : « Vous me les sortez, vous leur cassez la gueule ». Les zélés CRS ne se contentent pas de sortir les personnes dans la rue avant de les frapper. Ils s'acharnent à l'intérieur sur les Gilets jaunes bras en l'air ou à même le sol. Puis ils forment une sorte de tunnel à la sortie du restaurant, et rouent de coups chacun

Scènes de la violence quotidienne

des occupants poussés vers la sortie⁶. La hiérarchie policière n'est pas en reste. Commentant la consigne d'effectuer des tirs tendus à hauteur d'homme par lanceur lacrymogène, un CRS souligne que « c'est la première fois que je reçois un tel ordre. C'est normalement proscrit, car cela va à l'encontre des règles de sécurité. On procède plutôt à des tirs au ras du sol⁷ ». Une semaine plus tard, un groupe de policiers se poste à quelques dizaines de mètres en face de Gilets jaunes dans une rue parisienne. La situation est calme et, étant donné la distance importante qui sépare les deux groupes, les forces de l'ordre ne se trouvent pas dans une circonstance spécialement dangereuse. Pourtant ils tirent des balles en caoutchouc en direction des manifestants. Sur les vidéos qui ont capté la scène, on entend distinctement les commentaires qui accompagnent les tirs : « a voté », « dans ta gueule », « fils de pute », « bouyaka »⁸. Certes, ce n'est pas du meilleur goût mais après tout, de quoi se plaint-on ? Il s'agit bien d'armes non létales, donc il n'y a pas de risque. Les policiers, de leur côté, réclament d'ailleurs encore plus de liberté d'action et « une confiance absolue des politiques et de la justice⁹ ».

Du point de vue des gouvernements l'attractivité des armes non létales vient précisément de la promesse de la quadrature du cercle : maintenir l'ordre sans infliger de blessures irréversibles. La solution technique idéale, efficace et sans « effets

Gazer, mutiler, soumettre

secondaires ». Le vocabulaire employé accompagne fidèlement cette conception : les armes « neutralisent » ou produisent des effets « incapacitants » ou « irritants », le nom officiel de la balle en caoutchouc est « balle de défense », la grenade à fragmentation passe pour un « dispositif manuel de protection » et les fusils projetant des balles et des grenades s'appellent « lanceurs ». Le tout coiffé de l'euphémisme suprême consistant à opposer armes létales, « réelles », et armes non létales. Comme si le tir d'un pistolet conventionnel était à coup sûr mortel alors que l'impact d'une balle en caoutchouc ne pourra jamais l'être.

Bien entendu, si on gratte un peu derrière le discours officiel on s'aperçoit qu'il n'est pas totalement exclu qu'une arme non létale puisse mutiler ou tuer – ce qui en toute rigueur infirme la qualification de non létale. Dans ce cas deux options existent pour dédouaner l'arme. Soit l'état physiologique de la victime est érigé en cause et c'est la victime qui est en fin de compte responsable de sa propre mutilation ou mort ; soit on admet qu'un fonctionnaire a fait mauvais usage de son arme, ce qui peut éventuellement déclencher une enquête de la police des polices susceptible d'entraîner une sanction pour l'individu en question. Mais en aucun cas la technologie non létale ne saurait être mise en cause puisqu'elle est précisément conçue pour ne pas provoquer de séquelles permanentes ou irréversibles. En pratique, suggérer

Scènes de la violence quotidienne

qu'une arme est non létale revient à donner carte blanche à son utilisateur. D'où l'importance de démystifier les arguments mis en avant par leurs défenseurs.

La théorie de l'arme

À l'encontre du mythe technico-optimiste, on verra que le recours aux armes non létales entraîne des « effets secondaires » considérables. Mais ce livre n'est pas seulement un état des lieux des violences policières avec pour horizon de susciter une indignation morale contre la violence. Il vise à dégager les mécanismes qui génèrent l'escalade de violence étatique à laquelle nous assistons. Plutôt que d'ajouter les cas (ce qui constitue un travail de documentation extrêmement important) nous cherchons à comprendre pourquoi il y a tant de blessés et pourquoi leur nombre progresse si vite. Suivant une proposition de Simone Weil, aborder les phénomènes de violence armée « par les fins poursuivies et non par le caractère des moyens employés » est « la méthode la plus défectueuse possible »¹⁰. C'est de cette idée que le philosophe Grégoire Chamayou a dérivé une théorie de l'arme qui postule que « ce qui importe, c'est moins de saisir le fonctionnement du moyen pour lui-même que de repérer, à partir de ses caractéristiques propres, quelles vont en être les implications en retour pour l'action dont il est

Gazer, mutiler, soumettre

le moyen¹¹ ». Une arme n'est pas seulement un moyen rendant possible la poursuite d'un but, c'est aussi une contrainte qui pèse sur cette poursuite. Les armes « ne servent pas seulement à agir, [elles] déterminent aussi la forme de l'action, et il faut examiner en quoi. Plutôt que de se demander si la fin justifie les moyens, se demander ce que le choix de ces moyens, par lui-même, tend à imposer¹² ». Autrement dit la théorie de l'arme permet de saisir l'autonomie relative des forces de l'ordre. La compréhension de l'escalade de violence contemporaine implique donc d'examiner les spécificités des armes non létales.

Ce livre propose une vision analytique des effets que les armes non létales produisent sur leurs utilisateurs et, par extension, sur leurs cibles. Plus concrètement, il a pour intention de montrer l'impact des armes non létales sur le comportement des forces de l'ordre et par effet de réaction sur celui les manifestants. Une des idées-forces se laisse résumer ainsi : la disponibilité des armes non létales conduit les forces de l'ordre à frapper, à gazer et à tirer davantage et plus vite. La banalisation de leur usage rend absurde le discours selon lequel les armes non létales permettent un maintien de l'ordre plus humain. Au contraire, elles produisent la brutalisation du maintien de l'ordre. Pour les personnes participant à des mobilisations, cette brutalisation signifie concrètement un risque accru de blessures qui s'avèrent régulièrement

Scènes de la violence quotidienne

mutilantes, handicapantes, traumatisantes, voire mortelles. En réaction, on assiste depuis quelques années à un renouveau des pratiques d'autodéfense populaire et à la transmission rapide d'un savoir populaire de protection. C'est à condition de comprendre cette inquiétude pour leur santé qu'on peut comprendre pourquoi un nombre croissant de personnes s'équipent de lunettes, de masques et de foulards... à l'occasion des manifestations. La théorie de l'arme invalide donc aussi le discours dominant à propos des « casseurs ».

Étatisme autoritaire

S'il correspond à un choix technique, le recours aux armes non létales s'inscrit évidemment dans un projet politique qu'il façonne en retour. La décision d'accorder une place grandissante à ces armes dans le maintien de l'ordre reflète l'ambition de la classe dominante d'assurer son hégémonie à un moment particulièrement décisif, où elle tente de réaliser une transformation structurelle de la France – un projet à fort potentiel de contestation. C'est pourquoi on ne peut comprendre le recours massif aux armes non létales ces vingt dernières années simplement à la lumière d'un changement de doctrine en matière de maintien de l'ordre ou d'un changement de gouvernement. Certes, de telles variables peuvent avoir un impact sur la répression des mouvements sociaux

Gazer, mutiler, soumettre

mais fondamentalement la tendance dépasse les décideurs gouvernementaux et administratifs individuels. Elle s'inscrit dans la transformation néolibérale de la France, laquelle engendre une nouvelle forme d'État, plus autoritaire. L'escalade de violence contemporaine résulte alors de l'effet combiné d'un type d'arme et d'un projet hégémonique – le premier étant le reflet brouillé du second.